

FAD IV : ELIGIBILITE DES PAYS BENEFICIAIRES ET CRITERES  
D'ALLOCATION DES RESSOURCES.

1. Introduction

1.1 La classification des pays membres adoptée pour le FAD III et basée essentiellement sur les indicateurs socio-économiques de 1979 est en principe satisfaisante. Toutefois, elle devait être remise à jour pour tenir compte à la fois des développements intervenus depuis 1979 dans les pays membres et de la faiblesse des ressources disponibles.

1.2 Le présent document fait un bref rappel des critères d'éligibilité et d'allocation actuellement utilisés pour le FAD III et propose par la suite les critères d'éligibilité et d'allocation qui doivent régir la 4ème reconstitution du FAD compte tenu de l'expérience acquise pendant le FAD III.

2. Critères appliqués dans le cadre du FAD III

2.1 Durant la période de la 3è reconstitution générale les ressources FAD, deux sortes de critères sont utilisés pour attribuer les ressources aux pays bénéficiaires. Ils concernent :

- a) les critères d'éligibilité qui permettent de déterminer les pays membres pouvant bénéficier des ressources du FAD III ;
- b) les critères d'allocation qui indiquent comment affecter les ressources du FAD III parmi les pays membres éligibles.

Critères d'éligibilité des pays membres

2.2 Le seul critère d'éligibilité adopté est le PNB par habitant. Donc, en fonction du montant de leur PNB par habitant, les pays membres régionaux sont répartis en trois grandes catégories : A, B et C comme suit :

- a) Catégorie A : Comprend les pays membres régionaux dont le PNB par habitant est inférieur ou égal à 400 \$ EU .
- b) Catégorie B : Comprend les pays membres régionaux dont le PNB par habitant se situe entre 401 \$ EU et 780 \$ EU.
- c) Catégorie C : Comprend les pays membres régionaux dont le PNB par habitant est supérieur à 780 \$ EU ou qui ont renoncé à leur droit de bénéficier du financement du Fonds.

2.3. L'emploi du critère du PNB par habitant amène aux résultats suivants :

- a) Les pays de la catégorie A se voient accorder une priorité absolue car ils bénéficient de 5 % du montant total des ressources allouées au compte d'assistance technique pour la préparation des projets ou programmes et en même temps 85 % des ressources destinées au financement des projets ou programmes leur sont également attribuées ;
- b) Les pays de la catégorie B ont accès aux prêts du FAD III mais dans une moindre mesure puisqu'ils ne se partagent que 15 % des ressources destinées au financement des projets ou programmes ;
- c) Les pays de la catégorie C ne sont pas éligible au FAD III.

#### Critères d'allocation des ressources

2.4. L'allocation des ressources est effectuée dans chaque catégorie des pays membres éligibles en tenant compte des critères suivants :

- a) La présence du Fonds dans chaque pays de la catégorie éligible (15 %) ;
- b) Le PNB par habitant, les pays les plus pauvres recevant une plus large part (37,5 %) ;
- c) L'importance de la population, les pays les plus peuplés recevant davantage (37,5 %) ;
- d) L'isolement géographique, les pays enclavés et les îles se partageant 10 %.

3. Critères proposés pour FAD IV  
Eligibilité des pays membres

3.1 Durant la période de la 4<sup>ème</sup> reconstitution générale des ressources FAD, les critères suivants seront utilisés pour l'éligibilité des pays membres :

- a) Le PNB par habitant : Comme il était d'usage dans le FAD III, les pays les plus pauvres se voient accorder la priorité. Mais le PNB par habitant ne pourrait être utilisé de manière trop restrictive ni absolue, car en même temps, il conviendrait de tenir compte de la solvabilité du pays et de sa capacité à rembourser des prêts à des conditions du marché ou fournis par les Banques Multinationales de Développement. Pour cette raison, il est proposé d'utiliser en même temps,
- b) Le PNB total des pays : Cet indicateur a l'avantage de montrer qu'un pays dont le PNB total ne dépasse pas 2000 millions \$ EU, peut difficilement supporter des prêts aux conditions du marché ou de la BAD.

3.2. Durant la période de la 4<sup>ème</sup> reconstitution du FAD et à la lumière des critères du PNB par habitant et du PNB total du pays, les membres régionaux seront répartis en trois principales catégories A, B et C, la catégorie A devant être subdivisée en deux sous catégories A<sub>1</sub> et A<sub>2</sub> :

- a) La catégorie A : comprendra les pays membres régionaux dont le PNB par habitant est inférieur ou égal à 510 \$ EU (1).  
Etant donné la disparité qui existe entre les pays dont le PNB par habitant est inférieur ou égal à 510 \$ EU, la catégorie A sera subdivisée en deux sous-catégories :
  - La sous-catégorie A 1 : comprendra les pays régionaux dont le PNB par capita est inférieur ou égal à 510 \$ EU et dont le PNB total est inférieur ou égal à 2000 millions \$ EU (2)
  - La sous-catégorie A 2 : comprendra les pays membres régionaux dont le PNB par capita est inférieur à 510 \$ EU et dont le PNB total est supérieur à 2000 millions \$ EU.

---

(1) En utilisant le taux d'inflation le plus bas adopté par la Banque Mondiale et qui est inférieur au taux réel d'inflation en Afrique, les niveau du PNB par habitant de 400 \$ EU et 780 \$ EU utilisés pour le FAD III actualisés à 1982 atteignent respectivement 510 \$ EU et 990 \$ EU pour le FAD IV.

(2) 2000 millions \$ EU constituent la moyenne du PNB des pays de la catégorie A.

- b) La catégorie B : comprendra les pays membres régionaux dont le PNB par habitant se situe entre 511 \$ EU et 990 \$ EU ou dont le PNB total est inférieur ou égal à 2000 millions \$ EU. Cependant les pays dont le PNB total est supérieur à 4000 million \$ EU (soit 2 fois le PNB moyen des pays de la catégorie A) ne seront pas éligibles aux ressources du FAD IV.
- c) La catégorie C : comprendra les pays membres régionaux dont le PNB par habitant est supérieur à 990 \$ EU et dont le PNB total est supérieur à 2000 millions \$ EU.

3.3 Les pays de la sous-catégorie A<sub>1</sub> seront éligibles au FAD IV et se verront en même temps accorder une priorité absolue. Durant la période de la 4ème reconstitution, il ne serait pas indiqué pour ces pays, s'ils n'y étaient pas contraints, d'avoir recours aux prêts à des conditions du marché ou fournis par les Banques Multinationales de Développement, sauf s'il s'agit de prêts destinés au financement de projets de très haute rentabilité et générant des ressources en devises, comme les projets miniers par exemple. Il est proposé en outre en faveur de ces pays, d'élargir les secteurs d'intervention du FAD et de diversifier dans ces secteurs la nature des projets susceptibles de bénéficier du financement du Fonds.

3.4. Les pays de la sous-catégorie A<sub>2</sub> et de la catégorie B auront accès aux ressources du FAD IV mais dans une moindre mesure puisqu'ils pourront en même temps emprunter à des conditions non concessionnelles auprès d'autres Institutions de Développement.

3.5. Les pays de la catégorie C, ne pourront pas bénéficier des ressources du FAD IV sauf dans le cas de projets multinationaux intéressant au moins un pays des catégorie A ou B.

#### Allocations des ressources

3.6. En appliquant les critères ci-dessus on constate que le nombre des pays éligibles aux ressources du FAD correspond à peu près à celui des pays africains éligibles aux ressources de l'IDA, à l'exception :

- du Mozambique et de l'Angola qui ne sont pas membres du groupe de la Banque Mondiale ;
- du Botswana, de l'île Maurice et des Seychelles qui sont inclus parmi les pays éligibles au FAD à cause de la faiblesse de leur PNB total ;
- de l'Egypte qui est éligible à l'IDA et pas au FAD IV.

3.7. Dans le cadre du FAD IV, 5 % des ressources totales alimenteront

le compte d'assistance technique affecté à la préparation de projets ou programmes intéressant les pays de la catégorie A ou B ou un groupe de pays dont un au moins fait partie de la catégorie A ou B s'il s'agit de projets ou programmes multinationaux.

3.8. Des ressources restantes du FAD IV :

- 40 % seront destinées au financement des projets et programmes des pays de la sous-catégorie A<sub>1</sub> (soit 5 % des ressources pour chaque tranche de 10 millions de population) ;
- 55 % à ceux des pays de la sous-catégorie A<sub>2</sub> (soit 3,5 % des ressources par tranche de 10 millions de population).
- 5 % à ceux des pays de la catégorie B (soit 3 % des ressources par tranche de 10 millions de population).

3.9 D'après la répartition ci-dessus, la priorité qui a toujours été accordée aux pays les plus pauvres se trouve encore accentuée ; les pays de la catégorie A recevant 95 % des ressources destinées au financement des prêts et programmes contre 85 % pour le FAD III. Les pays les plus pauvres de la sous-catégorie A<sub>1</sub> qui ne peuvent supporter les prêts à des taux élevés, disposeront de ressources FAD accrues.

3.10 L'allocation des ressources sera effectuée dans chaque sous-catégorie et catégorie des pays membres éligibles d'après les critères suivants :

- a) la présence du Fonds dans chaque pays par au moins un projet (15 %) ,
- b) Le PNB par habitant, les pays les plus pauvres recevront une plus large part (35 %) ;
- c) L'importance de la population, les pays les plus peuplés recevront davantage (35 %) ;
- d) L'isolement géographique, les pays enclavés et les îles se partageront 10 % ;
- e) Un facteur correctif pour tenir compte du fait que certains pays n'auraient pas bénéficié de toute leur allocation du FAD III, pour des raisons autres que celles des sanctions relatives aux arriérés (5 %).

4. Conclusion

4.1 En utilisant le critère du PNB par habitant employé pour déterminer et différencier les pays membres éligibles au FAD III, on remarque un accroissement des pays membres éligibles de la catégorie A durant la période de la

11ème reconstitution du FAD, soit 32 pays membres contre 29 pour le FAD III. Ce qui traduit une détérioration de la situation économique générale en Afrique. Une telle situation nécessiterait un accroissement substantiel des ressources du FAD.

4.2. Bien que le critère de PNB par habitant se soit avéré pratique, il ne reflète ni la dimension économique du pays et sa population, ni sa capacité d'emprunt, ni son degré de solvabilité. Mais il serait difficile d'établir pour chaque pays un critère de solvabilité basé sur des facteurs parfaitement mesurables. La prise en considération du PNB total du pays permet d'y remédier en partie et se traduit par quelques changements dans la classification qui avait été adoptée pour le FAD III : subdivision de la catégorie A en sous-catégorie  $A_1$  et  $A_2$  ; passage d'un certain nombre de pays de la catégorie B à la catégorie A ou à la catégorie C, etc...

4.3. La subdivision de la catégorie A en deux sous-catégorie  $A_1$  et  $A_2$ , permet de distinguer les pays qui peuvent prétendre aux prêts non concessionnels de ceux auxquels il est préférable de n'accorder que les ressources du Fonds.

4.4 La création d'une sous-catégorie de pays  $A_1$  auxquels il est préférable de n'accorder que des prêts à des conditions de faveur, devra amener le FAD à tenir compte dans sa politique des prêts de la nécessité d'élargir le champ d'intervention à tous les secteurs prioritaires du groupe de la Banque.

4.5. Une certaine priorité sera donnée dans le cadre du FAD IV aux projets multinationaux de telle sorte que leur pourcentage dans les prêts soit de l'ordre de 10 %.

Tableau I

4ème RECONSTITUTION DU FAD  
CATEGORISATION DES PAYS  
(DONNEES 1982)

<u>PAYS</u>	<u>PNB</u> (Million \$ EU)	<u>PNB</u> Capita	<u>Pays</u>	<u>PNB</u> (Million \$ EU)	<u>PNB/</u> Capita
1. Algérie	44 670	2 220	26. Madagascar	2 952	320
2. Angola	1 086	520	27. Malawi	1 345	210
3. Bénin	1 095	300	28. Mali	1 301	180
4. Botswana	868	910	29. Mauritanie	744	470
5. Burundi	1 059	240	30. Maurice (Iles)	1 231	1 240
6. Cameroun	7 554	850	31. Maroc	17 553	820
7. Cap Vert	106	350	32. Mozambique	1 746	280
8. Centre Afrique (Rép)	765	310	33. Niger	1 820	310
9. Comores	120	340	34. Nigéria	73 587	820
10. Congo	2 005	1 180	35. Rwanda	1 428	260
11. Djibouti	119	310	36. Sao Tomé	34	310
12. Egypte	30 196	680	37. Sénégal	2 654	440
13. Ethiopie	4 643	140	38. Seychelles	113	1 800 (a)
14. Gabon	2 614	3 810	39. Sierra Léone	1 205	330
15. Gambie	219	360	40. Somalie	1 316	290
16. Ghana	5 175	350	41. Soudan	9 169	460
17. Guinée	1 701	300	42. Swaziland	602	930
18. Guinée Bissau	146	180	43. Tanzanie	5 391	280
19. Guinée Equ.	64	180(a)	44. Togo	954	350
20. Ivoire (Côte d')	9 923	1 140	45. Tunisie	9 197	1 370
21. Kenya	6 929	390	46. Uganda	3 232	240
22. Lesotho	744	530	47. Volta (Hte)	1 336	210
23. Libéria	1 015	510	48. Zaïre	5 824	190
24. Libye	26 732	8 450	49. Zambie	3 458	580
25. Tchad	365	80	50. Zimbabwe	6 933	940

(a) Pas disponible pour 1982 aussi on a gardé les données de 1981

(b) PNB 1982 estimé comme suit :  $\frac{\text{PNB 1981}}{\text{PNB/Capita 1981}} \times 1,025 \times \text{PNB/Capita 1982}$

Tableau II  
Sous-catégorie A.1

PAYS DONT LE PNB PAR HABITANT EST INFÉRIEUR OU ÉGAL  
A 510 \$ EU ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR OU ÉGAL  
A 2000 MILLIONS \$ EU

<u>PAYS</u>	<u>PNB (millions \$ EU)</u>	<u>PNB/capita (\$ EU)</u>
1. Bénin	1 095	300
2. Burundi	1 059	240
3. Cap Vert	106	350
4. R.C.A.	765	310
5. Tchad	365	80
6. Comores	120	340
7. Djibouti	119	310
8. Guinée Equ.	64	180
9. Gambie	219	360
10. Guinée	1 701	300
11. Guinée Bissau	146	180
12. Libéria	1 015	510
13. Malawi	1 345	210
14. Mali	1 301	180
15. Mauritanie	744	470
16. Mozambique	1 746	280
17. Niger	1 820	310
18. Rwanda	1 428	260
19. Sao Tomé	34	310
20. Sierra Leone	1 205	330
21. Somalie	1 316	290
22. Togo	954	350
23. Haute-Volta	1 336	210



Tableau III

Sous-catégorie A.2

PAYS DONT LE PIB PAR HABITANT EST INTERIEUR OU EGAL

A 510 \$ EU ET DONT LE PNB EST SUPERIEUR

A 2000 MILLIONS \$ EU

<u>PAYS</u>	<u>PNB (million \$ EU)</u>	<u>PNB/capita (\$ EU)</u>
1. Ethiopie	4 603	140
2. Ghana	5 175	350
3. Kenya	6 329	390
4. Madagascar	2 952	320
5. Sénégal	2 634	440
6. Soudan	9 169	460
7. Tanzanie	5 391	280
8. Ouganda	3 232	240
9. Zaïre	5 824	190

PAYS DONT LE PNB PAR HABITANT SE SITUE ENTRE 511 \$ EU  
ET 990 \$ EU OU DONT LE PNB EST INTERIEUR OU EGAL  
A 2000 MILLIONS \$ EU

<u>PAYS</u>	<u>PNB (millions \$ EU)</u>	<u>PNB/capita (\$ EU)</u>
1. Angola	1 086	520
2. Botswana	868	910
3. Cameroun *	7 554	850
4. Egypte *	30 196	680
5. Lesotho	744	530
6. Maurice	1 231	1 240
7. Maroc *	17 553	820
8. Nigéria *	73 587	820
9. Seychelles	113	1 800
10. Swaziland	602	930
11. Zambie	3 458	580
12. Zimbabwe *	6 933	940

\* Pays dont le PNB total est supérieur à 4000 millions \$ EU et qui ne pourront bénéficier des ressources du FAD IV.

Tableau V  
Catégorie C

PAYS DONT LE PNB PAR HABITANT EST SUPERIEUR A 990 \$ EU  
ET DONT LE PNB EST SUPERIEUR A 2000 MILLIONS \$ EU

<u>PAYS</u>	<u>PNB (millions \$ EU)</u>	<u>PNB/capita (\$ EU)</u>
1. Algérie	44 670	2 220
2. Congo	2 005	1 180
3. Gabon	2 614	3 810
4. Côte d'Ivoire	9 923	1 140
5. Libye	26 732	8 450
6. Tunisie	9 197	1 370

